Jean-Maurice Clercq

Un massacre à Pouzauges dans la nuit de Noël 1793 ?

Faut-il croire ce document unique, lettre de L'officier Nogaret, au sujet d'un massacre de 400 fidèles perpétré dans l'église de Pouzauges lors de la nuit de Noël 1793 ? Enquête.

Un entrefilet de quelques lignes paru en 1991 dans le quotidien régional Ouest-France, informait succinctement le lecteur d'un événement dramatique : le massacre perpétré par les armées révolutionnaires dans l'église de Pouzauges, de 400 personnes surprises à la messe de minuit de Noël en 1793. Curieusement, cet événement est ignoré de l'histoire locale, ce qui permettait de douter de son authenticité. Devant l'absence de réaction, l'enquête apparaissait donc nécessaire : ce que je me suis employé à faire.

Lors de la messe clandestine de la nuit de Noël 1793 dans l'église de Pouzauges (Vendée), une colonne de soldats révolutionnaires massacre tous les fidèles, au nombre de 400, sans laisser un seul survivant. Un tel méfait n'est ni nouveau, ni isolé au cours de la guerre de Vendée, même avant les colonnes infernales de 1794. L'information a été révélée grâce à la découverte d'une lettre écrite à son père par un officier ayant participé à ce massacre. Il lui relate cette horrible scène en des termes et avec un enthousiasme tout révolutionnaires. Un événement demeuré ignoré par la mémoire populaire locale. Cette lettre présente donc un intérêt : raconter un massacre antérieur au passage des colonnes infernales.

Dentiste à Pouzauges, Jean-Maurice Clercq intervient régulièrement dans des congrès de sa spécialité. Il est par ailleurs membre du Centre international d'Études sur le Linceul de Turin. Il a publié notamment « Le Linceul de Turin face au Carbone » ou « Les grandes reliques de la Passion » (2007).

La relation de ce drame, en quelques lignes, dans les pages locales de Ouest France du 24 décembre 1991 est passée presque inaperçue et ne semble pas avoir soulevé beaucoup de curiosité. La lettre étonnante à laquelle fait allusion l'article existe-t-elle ? Est-elle exacte ? L'œuvre d'un affabulateur ? Est-ce un faux ? L'enquête va durer quatre ans.

*

* *

Cette lettre d'origine familiale a été découverte en 1976 par un érudit averti de Lyon, le colonel Raymond Cheyron du Pavillon, président de la section lyonnaise de la Société archéologique, historique et artistique *Le Vieux Papier*. Il propose à son collègue sociétaire, M. Rodery, une expertise de la lettre. Celui-ci confirme le caractère ancien et authentique du document et communique une copie pour vérification des détails historiques rapportés dans le document à M. de Dreuzy, à l'époque conservateur du musée de Saint-Florent-le-Vieil. Ce dernier envoie la copie à Jean Lagniau, président du *Souvenir Vendéen*, qui le publie dans le numéro 150 de la revue (mars-avril 1980). Ce document est reproduit plus tard dans le numéro de décembre 1991 du mensuel vendéen *La fin de la Rabinaië*, immédiatement repris dans la page locale de *Ouest-France*.

Tous ceux qui avaient pu avoir en main le document original étaient malheureusement décédés au moment de la parution de l'article de journal. Enfin, il n'a pas été possible de retrouver le document (fin de non-recevoir des héritiers), ainsi que les éléments d'expertise qui avaient permis les conclusions de son caractère d'authenticité. Seule demeurait une photocopie.

À défaut de pouvoir prendre connaissance du document original, il restait la possibilité de vérifier tous les éléments et les informations apportés par la lettre : l'auteur, le texte (style et contenu), le cachet de la Poste, l'écriture, la vérification des éléments et des événements militaires, scruter l'histoire de Pouzauges et sa démographie, etc.

Voici le texte in extenso, orthographié selon le document :

Saint Maixant, 8 Nivôse, an II de la République (29 décembre 1793)

Mon très cher père

Le premier Moment où je me trouve Libre est employé a vous donner de Mes Nouvelles ; je voudrais pouvoir vous en donner de Mes camarades, Mais la chose est impossible, je viens de les perdre tous dans une affaire, Le peut qui Me Reste échappé par le plus grand des hazards a la fureur des Brigands, est hors d'état de faire la guerre. C'est a L'affaire de chemillé ou Ces intrépides Volontaires Sont Morts, victimes de leurs Bravoures, C'est après avoir tirié Sur L'ennemy quarantes ou 50 Cartouches qu'ils avaient chacun dans leurs gibernes, que l'ennemy a put les approcher; Mais assailli par le grand Nombre, et Ne pouvant Résister a une force Majeure, Car L'ennemy étoit au Moins quinze cents Contre trois Cents, il a fallu Battre en Retraite. La Cavalerie Ne la point favorisé, Ce qui a été Cause que l'infanterie a été toute écrasée. Ce qu'il y a d'admirable, parmi Les volontaires de la Drome, Ce que plusieurs Ce Sont Brulé la Servelle plutot que d'être pris prisonnier. Le ledemain ils Sont venu Nous attaquer au château de jalais, Mais Nous trouvant plus nombreux que La veille et une position avantageuse, Nous les avons Battu a plate Couture. Je Me Suis venge dans cette affaire de la Mort de Mes Camarades, Car Me trouvant accompagné de 6 husards Nous les avons chargé dans un champ ou ils étaient au Nombre de Cents Cinquantes. Nos Sabres entroient dans leurs têtes infernales, Comme dans du Beure.

*Il Ne faut pas que je vous laisse ignorer Non plus, que La veille de la Noël, instruit par un espion qu'ils S'étoient retiré à Pousoges, au nombre de 400, pour y assister la Messe de Minuit, Nous Nous y Sommes Rendu Sur le champ, avec Cents Cavaliers de la Région du Nord, et 6 husards du 8 régiments ; En effet Nous les avons trouvé dans L'église. Ne Connaissant pourtant pas Bien Leurs nombres, Nous N'avons Consulté dans Ce Moment la que Nottre Courage et le Bien de Nottre patrie. Nous y Sommes entré à cheval Laissant Néanmoins des gardes à la porte. Nous Nous Sommes Servi au Comencement de Nos pistolets. Mais Ennuyé de tirer Nous avons Comencé de les Sabrer dans L'instant : L'église a été Couverte de leur Morts, pas un N'est échapé a Nottre juste vengeance ; on Na jamais vu Boucherie pareille. Nos chevaux avoient du Sang jusque au jaret. **

La Ville du Mans, et la grand Route, pendant L'espace de 14 Lieus est Couverte de leurs Morts.

Je Vous annonce la guerre de la Vendée Comme finie Roche jaquelin un de leurs principaux chef Les a abandonné, et Ce cache la où il peut; j'aye perdu dans Ces affaires la pour Milles et quelques Livres d'assignats, et pour Environ Sept à huit Cents Livres d'argents ; Heureux d'en avoir été quitte pour Cela. La jument est Morte.

Je vous joint ici la Liste de Mes Camarade...(partie illisible par l'usure du document) ...dans la Vendée, du Moins de Ceux que vous po.... (idem)....Connoitre.

Je part aujoourd'uy pour paris ; vous voudres Bien y adre...(idem)...Mes lettres poste Restante a Mon ancienne adresse, me d...(idem)...aussi l'adresse de Salard ;

Mes Compliments à toute la ,Maison, à Demard, à...(idem)...Vigni, à la Maison Salomon et tous Nos voisins.

Je Suis Mon Très Cher père, vottre Afectionné fils - Nogaret, Btse

Suit alors la liste de ceux qui ont été tués avec leur localité d'origine : Montélimard, Grignan, Dieu-le-fit, dans le bas de la lettre, une autre main a écrit : *Répondu le 22 nivôse à Paris, poste restante*
Voir fac-similé de la première de cette lettre en dernière page de ce document,

Un massacre précoce ?

La première phase de la guerre de Vendée s'est achevée quelques jours plus tôt à Savenay. L'extermination des habitants de la Vendée a été décidée par décret du 1er août 1793, confirmé par celui du 1er octobre, décrets restés à tel point secrets que le député de la Vendée, Joseph Fayau, qui les ignore, propose le 20 frimaire an II (7 nov. 1793), d'envoyer dans le pays qui est le sien « une armée incendiaire, en sorte que pendant un an, nul homme, nul animal ne puisse subsister ». Le général Turreau entre alors en lice et met sur pied, en décembre de la même année, un programme d'extermination systématique de la population de la Vendée militaire, approuvé par la Convention. Ce sont les « colonnes agissantes », vite surnommées « colonnes infernales ». Elles sont mises en œuvre le 20 janvier de l'année suivante et arrivent à Pouzauges le 27 janvier, mettant le pays à feu et à sang. Cette lettre de Baptiste Nogaret fait donc état d'un massacre « précoce » par rapport à ce que l'histoire a retenu. Cela est certainement une clé qui peut peut-être expliquer pourquoi on aurait pu chercher à l'époque à cacher cet événement, puisque celui-ci demeure absent de la mémoire du pays.

Pouzauges ou Pousoge ?

L'auteur de la lettre a désigné la bourgade de Pouzauges avec une orthographe bien lisible qui ne peut prêter à confusion : « p.o.u.s.o.g.e. », ce qui est phonétiquement la même chose. Étant donné la fantaisie de son orthographe, il n'y a pas lieu de s'étonner de ce fait ¹.

Il faut considérer la variabilité dans la manière d'écrire le nom de Pouzauges au cours des siècles : Puisauges, Posauges, Pouzauge (cartes départementales de 1815 et 1825), et enfin Pouzauges. Dans la région, il y a des Bazauges, Bazouges, dont non seulement l'orthographe et la phonétique ne prêtent pas à confusion, mais, de plus, ces bourgades n'ont pas vécu d'événement dramatique à cette période et sont éloignées de la ville de Cholet, centre de ralliement de l'armée. Il existe aussi un Bazouges, à 6 km de La Flèche (Sarthe), devenu Bazouges-sur-le-Loir en 1894. Les Vendéens de la Virée de Galerne n'ont fait que passer à La Flèche, les 3 et 4 décembre 1793, en se rendant au Mans. La phonétique la plus proche retrouvée est Posanges, bourgade de Côtes d'Or de 45 habitants en 2010, située à l'ouest de Dijon. Il n'y a donc pas lieu de contester ni d'invoquer une confusion possible de nom.

1. Dans sa lettre, Chemillé devient « Chemilier » et Saint-Maixent, Saint Maixant.

L'auteur du document, Baptiste Nogaret

La lettre identifie son auteur, Baptiste Nogaret, qui écrit à son père domicilié à Grignan dans la Drôme. Un griffonnage illisible au crayon graphite se trouve porté sur l'envers de la lettre. À force de travailler le contraste du document, quelques bribes de mots ont quand même pu être déchiffrées : il concerne l'identité de la femme de Nogaret et son lieu de naissance.

Une recherche aux archives de Grignan a confirmé l'existence de la famille Nogaret. L'auteur de la lettre, pour l'état civil, se nommait donc Jean, Baptiste, Louis, Dominique de Nogaret, né le 23 juin 1768, fils aîné de la famille, marié avec Marie de Rivière, de Pierrelatte, trois enfants, mort le 2 janvier 1807. Le destinataire de la lettre était son père Dominique, capitaine de la 1^{ère} compagnie de Volontaires de la Drôme.

L'état civil de Pierrelatte confirme l'existence de la famille de sa femme, famille de petite noblesse aux sympathies révolutionnaires, et le mariage Nogaret. Il ressort donc que ce Baptiste Nogaret n'est donc pas un personnage inventé. C'était un officier engagé volontaire dans l'armée révolutionnaire, tout comme son père, Dominique.

La marque postale

C'est l'ancêtre du cachet de la poste. Elle figure sur la lettre de Nogaret avec la mention :« 75 ST MAIXENT», de dimension de 34 x 9 mm. Saint-Maixent² se situe dans le département voisin des Deux-Sèvres. À l'époque des guerres de Vendée, c'est une base arrière des armées républicaines. La lettre a donc été postée de Saint-Maixent, ce qui n'apporte pas d'élément contradictoire. Il se trouve en conformité avec l'histoire militaire de cette époque. Les deux spécialistes en marcophilie consultés ont été formels : les dimensions de la marque (34 x 9 mm) et la forme des caractères des lettres correspondent exactement à ceux précisément utilisés pour le courrier en « port dû » entre 1792 et 1796. Utilisé encre en noir de 1792 à 1796 et encre en rouge de 1792 à 1794³. La photocopie étant en noir et blanc, il devenait impossible d'être plus précis quant à sa date d'émission. L'année 1793 entre dans le créneau dans les deux cas.

L'examen du texte et l'analyse graphologique

Le texte lui-même mérite d'être soumis à un examen minutieux. Pour ce faire, nous avons eu recours à un chartiste et à un spécialiste de lettres anciennes qui, tous les deux, ont confirmé sans difficulté que l'ensemble du texte, tant par sa calligraphie, son style, et la variabilité de l'orthographe correspondait à l'époque supposée de la rédaction de la lettre, vers 1793.

L'analyse graphologique pouvait se révéler d'une grande utilité car, si faussaire il y avait, il ne pouvait certainement pas posséder le profil psychologique du personnage qu'il avait inventé. Les services d'un organisme reconnu d'analyse de graphologie de Cholet⁴ ont donc été sollicités. Une analyse

2. Devient Saint-Maixent l'École en 1881 par l'implantation d'une école militaire d'infanterie.

3. F. M., n°171. Spécial Deux-Sèvres, mars 1967. Pothion Vincent, La Poste aux Lettres, 1990.

4. Jeanneau & Lacassagne Graphologie, Conseil en recrutement. Résultats de l'étude graphologique schématique en date du 31 août 1994.

graphologique schématique a été effectuée. Quel profil psychologique pouvait-on dégager de l'auteur de la lettre ? Était-il bien l'auteur des faits décrits ? Ou bien les avaient-ils inventés ?

Après les réserves d'usage dues au fait que le document était une photocopie (appréciation difficile « de la pression, la nature et la conduite du trait »), il ressortait de l'analyse graphologique un profil psychologique en conformité avec la personnalité requise que devait avoir l'auteur du massacre : « l'auteur de la lettre n'hésite pas à se mettre en avant car il a une haute idée de lui-même, son énergie ou son intérêt s'intensifie au cours de l'action..., tendances paranoïdes avec un pouvoir de conviction et d'entraînement..., vision unilatérale des choses..., amour-propre mobilisateur..., acharnement pouvant déboucher sur une attention aux détails où l'odieux est susceptible de confiner au sadisme..., froideur mise dans la réalisation de certains actes le disputant assez facilement à une certaine forme de chaleur dans la narration de ces mêmes actes... » L'écriture et le contenu de la lettre paraissent donc en parfaite harmonie. L'auteur de la lettre a le profil psychologique de l'engagé volontaire mettant son énergie au service de la Révolution et susceptible de perpétrer des massacres au nom de cette même idéologie.

Examens des éléments historiques contenus dans la lettre

Arrivé à ce stade de l'enquête, il s'avère qu'on ne peut pas affirmer que le document est un faux : il commence à présenter tous les caractères d'authenticité, l'auteur de la lettre est certainement Nogaret. Reste alors à vérifier les détails historiques contenus dans sa lettre. Treize éléments ont été retenus qui se sont tous révélés exacts : plusieurs volontaires se sont fait sauter la cervelle; provision de munitions : quarante à cinquante cartouches; défaite de Chemillé ; attaque du château de Jallais le lendemain; perte de sa jument; défaite des Vendéens au Mans; « fuite » de La Rochejaquelein ; massacre dans l'église de Pouzauges ; massacre perpétré par cent cavaliers de la Légion du Nord et six hussards du 8^e régiment; un espion; les brigands; « je pars pour Paris » ; perte de 1000 livres d'assignats et de 7 à 800 livres d'argent.

Pour ne pas alourdir le texte en livrant trop de détails, nous nous bornerons à faire ressortir les éléments importants de cette investigation : les cavaliers de la Légion du Nord réorganisée par le sanguinaire Saint-Just, réputés pour leur « efficacité » militaire aussi bien que pour leur férocité, sont bien présents autour de Pouzauges (Les Herbiers et Cholet) le 24 décembre, tout comme les hussards du 8^e régiment, à la réputation de grands pillards, en fait des soldats d'élite réputés et utilisés pour leurs compétences militaires, leur discipline et leur mobilité dans les actions difficiles. Ce sont les troupes, sous le commandement du général Desmarres, qui ont subi un échec à Jallais, après une défaite à Chemillé infligée par les insurgés vendéens commandés par Pierre Cathelineau, et que Nogaret, qui n'a pas assisté à la bataille - elle s'est déroulée au pied du château - présente comme une victoire. Cette défaite, qui force l'adjutant général Desmarres⁵ d'Estimauville de Beaumouchel à se

5. C'est à ce même personnage que l'on doit « l'invention » du petit héros courageux, le tambour Joseph Bara, en fait le « protégé » du général Desmarres. Il l'avait pris comme aide-palefrenier au 8^e régiment de Hussards depuis la mort de son père, François Bara. Le père de Joseph Bara, ainsi que le père de l'adjutant général Desmarres, avaient tous deux été au service du Prince de Condé, le premier comme garde-chasse et ancien palefrenier des écuries du Roi à Versailles, l'autre comme gentilhomme d'honneur et capitaine des chasses du Prince. Desmarres a enjolivé l'histoire de Bara afin que l'État puisse verser une pension à sa mère veuve.

replier à pied sur Cholet avec ses troupes, lui a coûté la vie : il est fusillé peu après pour « trahison ». Il avait caché ses origines nobles⁶.

En novembre, le général Desmarres avait placé pour quelques jours 300 hommes à Pouzauges afin de « pacifier » le canton. Pouzauges n'est donc pas inconnu pour une partie de ses troupes. Les détails donnés par Nogaret confirment qu'à ce moment, il est bien, fin novembre, dans la région et sous les ordres de l'adjudant général Desmarres commandant la place de Bressuire (Deux-Sèvres).

Nous avons été intrigué par le fait que Nogaret transportait des sommes d'argent importantes et avait des facilités de déplacements à Paris, indépendantes des impératifs militaires. Nous en avons déduit que Nogaret semblait être un officier d'intendance. Restait à le vérifier. Si tel était bien le cas, alors s'expliquait également son adresse parisienne. Trois références retrouvées aux Archives nationales le concernent. Un déplacement à Paris permet de constater (sur le seul document alors disponible) que le nom de Baptiste Nogaret est bien noté sur « la nouvelle liste des officiers d'intendance de l'armée » (1794) réduite de 900 à 500 en 1794⁷.

Il existe deux Pouzauges à la Révolution. Pouzauges-la-Ville (rebaptisée par la République, Pouzauges-la-Montagne) est une petite cité administrative et artisanale construite sur une colline granitique, au pied d'un château fort du XI^e siècle encore existant, avec, au centre, une vaste église romano-gothique flamboyante, l'église Saint-Jacques (XI^e-XV^e siècle). Elle est close par plusieurs ceintures de murailles, en fait de hauts murs de pierres. Au bas de la colline s'étend en croissant, dans la vaste campagne, Pouzauges-le-Vieux ou Vieux-Pouzauges (à la Révolution, Pouzauges-la-Vallée) composé de villages, de fermes et de métairies. Sa petite église romane, l'église Notre-Dame, du XI^e siècle, entourée à l'époque d'une dizaine de maisons, est distante de 1,5 km de celle de Pouzauges-la-Ville. Pouzauges-la-Ville, cité de notables et de bourgeois au passé protestant, a basculé en faveur de la Révolution en 1790, créant une garde nationale révolutionnaire active. Pouzauges-le-Vieux, en dépit de son curé « révolutionnaire » Dominique Dillon, député de la Constituante, n'est pas séduit par les idées nouvelles. La campagne de Pouzauges-le-Vieux est peuplée et catholique. En 1793, on observe donc une opposition politique entre les paysans du Vieux-Pouzauges et les notables républicains de Pouzauges-la-Ville⁸.

Église de Pouzauges-la-Ville ou de Pouzauges-le-Vieux ? Selon les normes actuelles admises, l'intérieur de l'église Saint-Jacques, en l'absence de mobilier (bancs pour l'assistance), peut contenir de nos jours sans problème plus de 1 200 personnes debout, à raison de deux personnes debout par m², en décomptant l'espace liturgique. L'église a contenu jusqu'à 1000 places assises⁹ avec les tribunes, aujourd'hui disparues. Sa forme rectangulaire présente une surface d'évolution de l'ordre de 1 100 m², encombrée de six piliers. L'église Notre-Dame, en forme de croix latine, ne présente

6. Chassin, *La Vendée patriote*, 1894, pp. 373-377.

7. Archives nationales : Liste des Commissaires des Guerres de 1794 (AF II - 293 A, maquette 2442).

8. Les deux Pouzauges seront réunis en 1826.

9. Notice de renseignements concernant des établissements recevant du public, article R 123.22 et R 123.25 du code de la Construction et de l'Habitation.

tout au plus que 150 à 200 places assises, donc une surface ne permettant pas l'évolution de chevaux. Pas de confusion possible sur l'église.

Qu'en est-il de la possibilité de réaliser le massacre à cheval dans l'église? L'histoire locale nous révèle qu'en 1562, les huguenots investissent Pouzauges-la-Ville et profanent l'église Saint-Jacques en y pénétrant à cheval. Ils font désaltérer leur monture dans les bénitiers. L'un deux se met à caracolier dans le chœur et la voûte de la crypte s'effondre, engloutissant monture et cavalier sous un tas de pierres. En 1793, une seule entrée de plain-pied, la porte d'entrée de droite de la façade ouest- qui existe toujours sans transformation - permettait d'entrer à cheval. L'intérieur du bâtiment est suffisamment vaste pour permettre aux chevaux d'évoluer sans contrainte en l'absence de bancs, le sol étant de terre battue.

Ainsi rien ne s'oppose à ce que la lettre soit vraie. Nogaret a existé, il est certainement l'auteur de la lettre, les éléments qu'elle contient sont justes, et le massacre décrit, s'il a bien eu lieu, ne peut s'être déroulé que dans l'église Saint-Jacques de Pouzauges-la-Ville. Mais comment vérifier la réalité du massacre ? La piste démographique va constituer une recherche complémentaire.

À la recherche de nouvelles confirmations par la démographie

Si les événements décrits s'avéraient authentiques, un massacre de 400 personnes dont la grande majorité devait être des habitants de Pouzauges-la-Ville, a dû laisser un vide démographique dont on doit pouvoir retrouver les traces.

Recherches à partir des recensements¹⁰

Année	1791	1796 ¹¹	1800-1801	1806	1820
P.-la Ville :	560	143	236	330	452
P.-le-Vieux :	1128	...			1026

À la lecture de ces chiffres, on constate une importante chute démographique entre 1791 et 1796. Ce fait constitue-t-il une confirmation ? On pourrait rétorquer, sans avoir besoin de recourir à l'argument du massacre, que cela n'est pas exceptionnel à cette période, à la différence cependant qu'ailleurs ils ont marqué la mémoire populaire. Étant donné le contexte historique, certains historiens émettent parfois quelques doutes quant à la valeur du recensement de 1796. Jacques Hussenet¹² cependant reconnaît l'année 1796 comme une base sérieuse de travail. Il faut également tenir compte que, dès l'apaisement des troubles, vers 1798, il y a eu de très forts mouvements migratoires, avec, comme le prouvent les registres, un apport de population vers la Vendée militaire.

Ceci se lit sur les chiffres du recensement de 1801. Entre 1791 et 1796 : baisse de 417 habitants, soit 74 % de la population. Entre 1791 et 1801 : baisse de 324 habitants, soit 57,85 % de la population.

10. Archives dép. Vendée.

11. Compte tenu du contexte historique de Pouzauges-le-Vieux, très hostile aux idées révolutionnaires, il y a lieu d'émettre des doutes sur la qualité des chiffres du recensement de 1796.

12. Jacques Hussenet (dir.), Détruisez la Vendée, éditions du CVRH, 2007.

À titre de comparaison, examinons les chiffres de Pouzauges-le-Vieux : Entre 1791 et 1801 : baisse de 102 habitants, soit 9,04 % de la population. Estimation de la population à partir du nombre des naissances

L'estimation d'une population peut aussi s'effectuer à partir du chiffre annuel moyen des naissances sur 4 à 5 années, en utilisant un coefficient multiplicateur spécifique pour cette période et cette région. Il est de 27¹³. Avec toutes les réserves que cela impose. Ce coefficient multiplicateur, qui varie selon l'époque et la région, est seulement un moyen d'évaluer une population. Nous allons confronter son estimation avec les chiffres du recensement de 1796.

Une difficulté cependant se présente : le registre paroissial Saint-Jacques tenu jusqu'en 1792¹⁴ est loin de contenir tous les actes de baptêmes : les protestants et les partisans acquis aux idées républicaines dans leur grande majorité s'abstiennent d'y figurer depuis 1789. Le registre paroissial donne néanmoins les indications suivantes : 1789 : 4 baptêmes ; 1790 : registre manquant ; 1791 : 6 baptêmes ; 1792 : 5 baptêmes. Soit une moyenne annuelle de 5.

Pour l'année 1792 en revanche, nous trouvons 16 déclarations de naissance sur le registre municipal qui ne sont pas couchées sur le registre paroissial : les registres montrent bien le clivage de la population et, en même temps, la faiblesse de la communauté catholique de Pouzauges-la-Ville¹⁵. Ainsi, en 1792, il y a au total 21 naissances à Pouzauges-la-Ville.

Si l'on applique le coefficient multiplicateur, nous obtenons $21 \times 27 = 567$, ce qui est très proche du chiffre du recensement de 1791, de 560 habitants. Essayons d'appliquer ce même coefficient multiplicateur après 1793, pour le recensement de 1801. À compter de 1793, le registre paroissial est inexistant. Il ne reprend qu'en 1801. Le registre municipal comprend alors la totalité des actes d'état civil de la population.

De l'année 1793 à l'an IV (fin au 21-IX-1797), il n'y a plus de registres municipaux. Ils reprennent en l'an V (à partir du 22-IX-1797). Nous avons ainsi : an V : 9 naissances ; an VI : 8 ; an VII : 12 ; an VIII : 6.

Soit 35 naissances sur 4 ans, donnant une moyenne annuelle de 8,75. En appliquant le coefficient multiplicateur de 27, on obtient : $8,75 \times 27 = 236,25$, ce qui est exactement le chiffre du recensement de 1801. Par ailleurs, les actes de décès des registres municipaux et paroissiaux confirment cette baisse de population : pour l'année 1792, 15 décès (10 sur le registre municipal et 5 sur le paroissial) ; 0 en l'an V ; 5 en l'an VI ; 3 en l'an VII ; 0 en l'an VIII (1800) ; 9 en l'an IX ; 5 en l'an X. Soit une baisse significative.

Enfin, une dernière comparaison qui ne contredit en rien les chiffres précédents. Les indications des

13. Cet indice varie selon les époques : pour 1845, il est de 28,5.

14. Le registre paroissial, seul registre reconnu sous l'Ancien Régime s'arrête fin 1792, tandis que le registre municipal est créé début 1792. La comparaison des deux registres de l'année 1792 permet d'avoir le nombre exact des naissances de cette année-là.

15. Ces chiffres sont à rapprocher de ceux des registres protestants d'un siècle auparavant incluant les deux Pouzauges : 1674 : 50 baptêmes ; 1676 : 46 ; 1677 : 62 ; 1678 : 50 ; 1679 : 44 (source : Paul Romane Musculus, « L'Église réformée de Pouzauges, de l'Édit de Nantes à sa révocation », extrait du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français*, janvier-février-mars 1979, p. 30).

registres municipaux entre 1813 et 1823 donnent 127 naissances et 74 décès sur 10 ans, soit une moyenne annuelle de 12,7 naissances¹⁶ et de 7,4 décès. Tout ceci met en lumière le fait qu'il y a bien eu une réduction importante et incontestable de la population de Pouzauges-la-Ville entre les recensements de 1791 à 1801, et qui s'est produite avant 1796.

Recherches à partir des courbes de croissances démographiques

Une dernière approche peut être utilisée : celle de la croissance démographique. D'après les recensements de 1806 à 1856, l'accroissement de la population des deux Pouzauges confondus - les deux communes ont été en effet réunies en 1826 - passe de 1460 à 2591 habitants, soit un accroissement de 1 131 personnes, soit 77,46 % sur 50 ans ou 1,5492 % annuel. La même recherche sur les communes voisines permet de constater que l'accroissement de Pouzauges est le double de la moyenne des autres communes du canton (38,06 % sur 50 ans ou 0,7619 % annuel), ce qui laisse deviner de forts mouvements de population, peut-être en partie intra-communaux, auquel cas cela pourrait tempérer les chiffres.

Cela présuppose que cette croissance a suivi une progression linéaire, ou voisine. Si nous appliquons cet accroissement annuel moyen de 1,5492 % des années 1806-1856, et que nous l'appliquons arbitrairement sur la période 1791-1801, compté à partir de 1791, nous devrions obtenir pour l'année 1801 un chiffre théorique de population voisin de ce qu'il aurait dû être si aucun événement réduisant cette population n'était intervenu à Pouzauges-la-Ville.

Le calcul donne : $560 \times 1,5492\%$ ($1,5492\% \times 10 \text{ ans} = 15,492\%$) = 647 habitants, soit 411 habitants de plus (647 - 236) que celui donné par le recensement de 1801. De même, si l'on applique le même calcul, mais à rebours, de 1801 à 1791 avec le même facteur de croissance ou de décroissance sur la population de 236 habitants recensée en 1801, la population aurait dû être de 199 personnes en 1791, soit un chiffre inférieur de 361 personnes (560 - 199) à celui de recensement.

Pour arbitraire qu'elle soit, cette méthode a néanmoins le mérite d'ajouter une convergence supplémentaire sur la variation de la population, indiquant qu'il y a bien eu une perte de population importante à Pouzauges-la-Ville, un déficit sérieux de l'ordre de 361 à 411 habitants par rapport aux chiffres fournis par les recensements de 1791 et 1801.

Nous avons aussi pondéré ces calculs en utilisant l'indice de croissance annuel de la moyenne du canton qui est plus faible, 0,761 %, et nous obtenons les chiffres suivants : pour l'année 1801 (de 1791 vers 1801), 603 habitants au lieu des 236 du recensement, soit 367 habitants manquants; pour l'année 1791 (de 1801 vers 1791), 218 habitants au lieu de 560, soit un déficit de 342. Ce qui donne un déficit de 342 à 367 habitants. Ainsi, en se servant des indices de croissance démographique, pour imparfaits et limités qu'ils soient, force est de constater que l'on se trouve en présence d'une perte de population, de l'ordre de 342 à 411 habitants entre 1791 et 1801, qui ne bénéficie d'aucune explication locale. Tout ceci semblerait montrer la véracité des révélations de B. Nogaret. Mais la baisse de population est-elle uniquement imputable à ce massacre ? N'y a-t-il pas d'autres événements locaux qui ont pu contribuer à cette baisse de population et fournir ainsi une autre clé d'explication ? Cela reste encore à vérifier.

16. Si on utilise le coefficient multiplicateur de 27 à la moyenne de 12,7 de la naissance, nous obtenons 342,90 habitants, ce que confirme le recensement qui nous indique une évolution de la population qui passe de 330 habitants (en 1806) à 452 (en 1820).

Recherche dans l'histoire locale des autres pertes de population, en dehors de l'hypothèse Nogaret

Cela n'a pas été chose aisée, car il ne reste quasiment pas d'écrits sur l'histoire de Pouzauges en dehors de quelques archives privées. La consultation de nombreux ouvrages contenant des parcelles de l'histoire de Pouzauges et de ses environs sur la période de la guerre de Vendée¹⁷ a été nécessaire pour arriver à une évaluation de la perte de la population de Pouzauges-la-Ville, toutes causes et toutes communautés confondues au cours de cette période. Pour compliquer la situation, Pouzauges est fief huguenot depuis 1562, puis révolutionnaire. Lors de la guerre de Vendée, on compte des dénonciations envers les sympathisants royalistes, de nombreuses spoliations immobilières, des règlements de compte, puis, au XIX^e, un exode massif des protestants, fortune faite, en particulier vers la Charente et la Charente Maritime (La Rochelle, Rochefort, l'Île de Ré). Une liste nominative de cent vingt personnes décédées à cause de la guerre de Vendée sur les deux Pouzauges a ainsi pu être reconstituée. Sans faire entrer le lecteur dans les détails fastidieux des recherches et des décomptes, on pourrait estimer qu'à Pouzauges-la-Ville, le nombre des victimes serait compris entre 77 et 112, toutes opinions confondues. Le compte n'y est donc pas.

L'authenticité du massacre de Noël 1793 deviendrait-il une hypothèse sérieuse? Il reste à déterminer si les conditions étaient bien réunies pour rendre possible la réalisation de cette messe interdite et du massacre perpétré par Nogaret.

L'hypothèse du massacre entre-t-il dans le contexte de l'histoire de Pouzauges lors du soulèvement vendéen de 1793 ?

En dépit du peu de documents sur l'histoire de Pouzauges, nous avons tenté de reconstituer avec minutie les événements qui s'y sont déroulés pendant la période révolutionnaire. Depuis l'année 1562, les huguenots ont pris possession du Bas-Poitou - la moitié de la noblesse y est devenue protestante - le futur Henri IV y fait quelques séjours. Des bourgades deviennent protestantes, dont Pouzauges-la-Ville. Opposés à la monarchie, les réformés ont en main le négoce et l'administration (médecins, juristes, homme de loi, notaires, etc.). La communauté catholique minoritaire est constituée d'une population modeste, sans grande influence sur la vie sociale, subissant parfois des brimades. L'église Saint-Jacques, vandalisée, a été en partie détruite, et sa partie gothique a servi un certain temps de temple, avant d'être restituée par la loi. Souvent, la communauté catholique émet des plaintes auprès des autorités royales contre la communauté protestante. Cependant, lorsque l'on lit les chroniques protestantes de Pouzauges, on se rend compte que les protestants vivent également des moments difficiles de la part des autorités royales, peut-être autant que ce qu'ils imposent, d'une autre manière, à la communauté catholique de Pouzauges. Lorsque, dans le sillage du père de Montfort, une mission est prévue à Pouzauges, si le prédicateur ne convient pas aux protestants, ceux-ci ne se gênent pas pour lui faire rebrousser chemin manu militari. La situation entre les deux communautés était donc tendue, ponctuée de nombreux accrochages. À la veille de la Révolution, l'élite de Pouzauges¹⁸ est protestante, acquise aux idées nouvelles et

17. Abbé Auguste Billaud, Clément Blandin, Louis Brochet, Abbé Deniau, Dugast-Matifeux, Alfred Lallié, Savary, archives personnelles de Jean Lagniau, etc.

18. Exception faite pour le sénéchal de Pouzauges, avocat de son état, qui, après avoir été membre du Directoire départemental en 1790 et 1792, passe du côté insurgé en 1793, et disparaît dans la Virée de Galerne.

révolutionnaires¹⁹, surtout par opposition à la monarchie catholique, tandis qu'une certaine partie de la petite noblesse l'est par idéologie. Pouzauges-la-Ville a son curé jureur, l'abbé Roussereau, jusqu'en 1792, tout comme Pouzauges-le-Vieux jusqu'en juillet 1793 avec Dominique Dillon²⁰. Le 30 août, après avoir pris une part active à Paris à l'Assemblée constituante et à l'élaboration de la Constitution civile du clergé, ce dernier est élu premier président du directoire du département. Actif, il sollicite et encourage, à Pouzauges-la-Ville, la création d'une garde nationale avec un effectif important, bien armée, encadrée par les élites révolutionnaires.

Au printemps 1793, la révolte gronde dans la population. Les rapports des autorités du Département, en date des 23 et 25 mars, indiquent que les bureaux de l'Enregistrement ont été détruits aux Herbiers et à Pouzauges. L'insurrection semble sur le point d'éclater. En effet, on enrôle les jeunes gens dans les armées révolutionnaires, alors qu'on leur enlève leurs prêtres et que l'on ferme les églises. Pour contenir le mécontentement paysan qui grandit, en particulier aux Herbiers, la garde nationale de Pouzauges à laquelle s'est adjointe celle de La Châtaigneraie, chef-lieu du district, va renforcer celle des Herbiers, elle-même grossie de deux compagnies de soldats. C'est dire que l'affaire paraît sérieuse.

Lorsque l'insurrection éclate aux Herbiers le 13 mars 1793, les forces destinées à maintenir l'ordre se trouvent très vite bousculées par les insurgés en subissant une cuisante défaite, laissant des morts sur le terrain. C'est aussi pour la garde nationale de Pouzauges l'occasion d'une grande humiliation : elle n'a même pas eu l'occasion de subir quelque dommage car, dans sa hâte de « se replier », elle abandonne aux mains des insurgés ses trois canons tout neufs achetés l'année précédente sur les conseils de Dillon. Arrogante envers la population catholique pouzaugeaise, elle acquiert alors une solide réputation de fanfaronnade et de couardise qui n'est pas démentie par la suite.

Au mois de mai suivant, Charles Josse, maire de Pouzauges-la-Ville et secrétaire révolutionnaire du district de La Châtaigneraie, homme de loi de profession, est tué²¹ près de La Châtaigneraie dans un affrontement entre la garde nationale de La Châtaigneraie et des paysans insurgés. En juillet 1793, jugeant la place de Pouzauges un peu trop chaude car la population paysanne alentour est toujours un peu trop agitée à leur goût, nos vaillants révolutionnaires, composés de Dillon et des patriotes du canton composant la garde nationale de Pouzauges, accompagnés des principaux responsables républicains et des maires du canton, s'évacuent sur Niort.

Le 19 août 1793, Henri de La Rochelaquelein passe à Pouzauges-la-Ville battre le rassemblement en vue de lever des troupes pour la défense de Cholet. Son appel n'est pas entendu. La population catholique minoritaire a en effet peur des dénonciations dont pourraient être victimes ses familles, si l'un de leurs membres partait rejoindre la cause vendéenne. Cela entraînerait inévitablement des exécutions sommaires ou des emprisonnements à Fontenay-le-Comte (devenu Fontenay-le-Peuple)

19. « Ils (les protestants) ont, entre autres, des sympathies pour les « bleus » qui les feront basculer du côté républicain au plus fort des guerres de Vendée, notamment autour de Pouzauges. », Nicole Vray, *Protestants de l'Ouest*, 1993, p. 203.

20. Jean Artarit, *Dominique Dillon. Curé, Vendéen et révolutionnaire*, CVRH, 1995.

21. Dominique Dillon, alors âgé de 56 ans, épouse le 5 août 1798, sa fille, Eulalie Josse, 17 ans qui, d'ailleurs, avait été baptisée par lui à sa naissance. Il en est très fier : elle était sa maîtresse, « belle comme l'amour, fraîche comme Vénus... et qui n'était passée par les mains d'aucun autre homme ».

et des condamnations à mort par la guillotine, tandis que les biens seraient saisis et vendus aux enchères. Pouzauges-la-ville reste donc « calme ».

Après la défaite de Cholet en octobre, deux Pouzaugeais (un de la Ville et un du Vieux-Pouzauges) ayant participé et survécu à la Virée de Galerne, sont faits prisonniers et fusillés à Nantes, et deux autres (un marchand de tabac et un boucher) sont guillotins à Fontenay.

Durant cette période, une petite centaine de paysans de Pouzauges-le-Vieux est dénoncée, arrêtée et exécutée à Fontenay-le-Comte²², comme membre du Comité royaliste, pour avoir pillé des maisons de patriotes, ou tout simplement pour avoir tenu des propos antirépublicains. Le temps de règlement de compte est arrivé par la réinstallation de la garde nationale et des autorités municipales et administratives. Pouzauges-la-Ville n'est pas épargnée non plus, mais le chiffre des victimes est bien plus faible.

C'est aussi le temps des vexations de toute sorte opérées par les patriotes sur une population qui, somme toute, ne s'est jamais engagée dans son ensemble en faveur des insurgés, tout en étant opposée aux idées révolutionnaires. Un jour, environ deux cents paysans issus du nord-est du canton, entraînés par un certain Louis Péault (garde-chasse à Saint-Mesmin), décident de donner une leçon à cette garde nationale de réputation fanfaronne, en l'attaquant un jour de parade. Dès les premiers coups de feu échangés dans le faubourg, tous les membres de la garde nationale s'enfuient si rapidement que, lorsque Louis Péault et ses hommes arrivent en centre-ville, ils ne trouvent personne, hormis quelques armes, insignes et gibecières abandonnées par leurs propriétaires. À la suite de cet événement humiliant, la garde nationale ne s'afficha plus dans les rues jusqu'au 8 novembre, date à laquelle trois cents hommes des troupes de Desmarres, commandant la place de Bressuire, s'installent pendant quelques semaines²³ pour rétablir l'ordre, à la grande satisfaction « *des bons cytoïens qui sont encore en grand nombre*²⁴ ... *tout le bocage est rentré dans le devoir* », selon les propos de Dillon de retour à Pouzauges pour deux jours à cette occasion. Il y revient le 24 novembre pour présider l'assemblée primaire du canton composée de quatre-vingt-treize personnes. À la même époque, des arrêtés du Directoire du département signés par lui ordonnent l'enlèvement des croix sur les clochers, la dépose des cloches et la suppression des signes extérieurs de culte comme les croix au bord des chemins ou sur les tombes. Ces arrêtés font écho à l'abolition du culte catholique par la Convention signée le 10 novembre 1793.

Le 30 novembre, le district de La Châtaigneraie nomme le juge de paix, Louis Friot, commissaire pour le canton de Pouzauges chargé de saisir les biens et les maisons des personnes désignées par les délations patriotiques comme rebelles. Son frère Joseph, notaire²⁵, se charge de la vente à bas prix

22. Les registres révolutionnaires indiquent que l'heure des décès par exécution de la sentence de mort par guillotine était notée systématiquement à 15 heures.

23. Ces militaires resteront cantonnés à Pouzauges. Mais après le revers de leur attaque surprise du 16 décembre contre Charette au Boupère, ils prennent la fuite et se replient à Fontenay-le-Comte.

24. La Convention, en août 1793, avait décidé de faire évacuer du bocage les patriotes et les protestants à Pouzauges et Mouchamps. Nicole Vray, *Les Protestants de l'Ouest*, p. 204.

des biens du condamné²⁶, en faveur, bien sûr, des patriotes. L'affaire est menée bon train et de nombreuses fortunes, ainsi que des patrimoines mobiliers importants, se constituent²⁷ rapidement sur le dos de la communauté catholique. Ce n'est pas caractéristique de Pouzauges²⁸. Dans les jours précédant Noël 1793, Charette est passé à Pouzauges, y stationnant trois jours pour reposer ses hommes et essayer, en vain, de lever des volontaires afin d'aller tenter de libérer la rive gauche de la Loire pour permettre aux survivants de la Virée de Galerne de passer au sud de la Loire. Il n'aura pas plus de succès que La Rochejaquelein.

Toute l'armée républicaine est en alerte et patrouille dans le bocage à sa recherche. Le 8 décembre, en effet, les mille cinq cents hommes de Charette passent entre les mailles du filet des sept mille soldats du général Haxo qui les a encerclés dans les marais bretons inondés de Bouin, au nord-ouest de la Vendée. Ils réapparaissent soudainement à 90 km de là, le 11 décembre, dans le bocage renforcé par les hommes de la bande de Joly. Ensemble, ils attaquent par surprise un important camp républicain de la région, fort de deux mille soldats, aux Quatre-Chemins de l'Oie. Le combat est sanglant, et seulement à peine cinq cents soldats réussissent à s'enfuir. De là, Charette et ses troupes se rendent aux Herbiers où il se fait élire général en chef des troupes qui se sont reconstituées. Deux à trois jours plus tard, vers 23 heures, il fait halte au Boupère en se rendant à Pouzauges. Mais au cours de la nuit, les gardes nationales, en particulier celles de Pouzauges et du Boupère, les attaquent par surprise. Combat âpre et meurtrier à l'arme blanche qui met les agresseurs en fuite. C'est alors la grande débandade des gardes nationales du bocage vendéen, de Chantonay à La Châtaigneraie, commentée ainsi par Dillon : « 40 hommes - sur 200 - ont fait feu, le reste s'est enfui sans se battre et s'est replié sur Pouzauges. Toute la garnison avec la municipalité a foutu le camp,

25. Il sera agent de la commune en l'an VI et VII de la République. Le père de Louis et de Joseph, Mathurin Friot, sieur du Beugnon, procureur et notaire royal, avait épousé la protestante Marie-Anne Payneau. Le juge Louis Friot avait succédé au juge de paix Charles-Candide Boutillier du Retail, de La Flocellière, qui avait été emprisonné à Chinon, Bourges et Orléans, avant d'être exécuté sans jugement à Saumur le 18 frimaire an II (8 décembre 1793). Sa femme a été condamnée à mort par le tribunal criminel du département de la Vienne, le 2 janvier 1794 à Poitiers.

26. Une frénésie d'achat s'est emparée des patriotes. On y vend des maisons, des propriétés, des métairies pour une bouchée de pain. Cela va sans dire que, en corollaire, la qualité des dénonciations ne doit pas être en reste, surtout envers les propriétaires des biens convoités. Les ventes continuent jusqu'en l'an VII (1799). Affaires juteuses d'autant plus que l'inflation est galopante, et que les achats ne sont pas payés au comptant, mais sur cinq à sept ans et en livres d'assignats. Rappelons que l'assignat avait été déjà dévalué de 67 % depuis sa création de 1789 à 1791, de 34 % de 1791 à 1794 pour arriver à 0,1 % de sa valeur initiale en 1796. L'avoir de 3 000 livres d'assignats de 1790 ne vaut donc plus que 100 francs de mandats en 1796, puis 1 F d'argent en 1797. Les biens se vendent entre 100 livres et 3000 livres en 1793. Ainsi se sont créées de nouvelles et immenses fortunes qui justifient parfois l'achat d'un titre de noblesse au cours du XIX^e siècle pour effacer leur origine peu recommandable.

27. On a vu ainsi une famille protestante notoire, exerçant comme chapelier et tanneur, devenir propriétaire d'un grand nombre de maisons, et plus tard pouvoir acquérir une très grande partie des salines de l'île de Ré. Dillon n'était pas en reste dans l'affaire : il avait acquis un certain nombre de maisons de maître et de métairies dans le canton et au-delà. L'examen de « l'inventaire de 1808 des maisons détruites de Vendée », ainsi que des « registres d'indemnisation de 1810 des maisons détruites de Vendée » montrent une concentration de l'immobilier pouzaugeais entre les mains des personnes favorables à la Révolution.

28. Une ruelle porte le nom des deux frères Friot au motif (peut-être à vérifier) que Louis, maire, aurait empêché la destruction de l'église Saint-Jacques en 1799.

celle de La Châtaigneraie - dont dépend Pouzauges - avec le district en a fait autant²⁹ et cela sans avoir vu l'ennemi. Le 25 de ce mois au soir (15 décembre), nous avons vu arriver (à Fontenay-le-Comte, à 40 km au sud), tout cet équipage bien crotté et bien mouillé. » Le haut bocage s'est trouvé ainsi soudainement vidé de ses patriotes et de ses gardes nationaux ! Après tous ces combats, les hommes de Charette s'arrêtent quelques jours à Pouzauges vers le 16 décembre pour reprendre des forces et se ravitailler, sans oublier de «nettoyer» le pays des reliquats républicains armés qui pourraient subsister. Entre-temps, à Cholet (35 km au nord de Pouzauges), ville considérée comme peu sûre par l'armée républicaine, le Directoire de la ville s'installe et les arrestations commencent. Le 8 décembre, le Comité révolutionnaire supprime la municipalité patriote. Des régiments de l'armée républicaine convergent vers Cholet. Dès le 15 décembre, les généraux Dufour et Guillaume sont chargés de rechercher Charette et ses troupes autour des Herbiers. L'insaisissable chevalier quitte Pouzauges le 19 décembre et rejoint le département voisin des Deux-Sèvres, afin de libérer Cerizay, puis rencontrer, à Maulévrier le 22 décembre, Henri de La Rochejaquelein. Faute d'entente, il repart le lendemain, vers le Marais breton via Les Herbiers.

Dans cette succession d'événements de l'année 1793, rien n'explique cette perte de population constatée, mais l'on voit se mettre progressivement en place les éléments qui permettent de comprendre, voire de justifier la lettre de Nogaret, au moins dans la tenue de la messe clandestine : la communauté catholique est depuis deux ans privée d'office religieux. On conçoit que, profitant d'une telle opportunité, libérée des révolutionnaires, elle organise une messe clandestine dans l'église Saint-Jacques pour célébrer la fête de la Nativité toute proche, au lieu de la faire la nuit³⁰, dans les bois, comme cela s'est déjà fait. C'est, en tout cas, dans la logique des événements.

Mais revenons à Charette. Après son entrevue infructueuse avec Henri de La Rochejaquelein à propos de la conduite stratégique à tenir pour libérer une partie de la rive gauche de la Loire, et permettre ainsi aux survivants de la Virée de Galerne de revenir dans leurs foyers, tout le bocage de la région de Pouzauges-Les Herbiers-Cholet fait l'objet d'un chassé-croisé incessant et nerveux de la part des armées républicaines. Elles sont à la recherche de Charette qui a eu l'outrecuidance de repasser aux Herbiers, le 23 décembre, pour rejoindre le marais. Dès le lendemain matin 24 décembre, la bourgade est alors à nouveau occupée par l'armée républicaine aux ordres de Dufour, venu de Cholet sur ordre du général Boucret pour traquer Charette. Cette armée est composée de différents régiments, dont les débris du général Demarres - avec Nogaret et ses fidèles hussards - tandis qu'à Pouzauges règne un calme absolu.

L'hypothèse Nogaret devient maintenant crédible. À défaut d'être vérifiée, toutes les pièces sont en place : une possible messe de Noël pour célébrer cette importante fête religieuse, à minuit par tradition - et surtout par discrétion (les vitraux étaient murés) - une population catholique en attente

29. Le 6 nivôse an II (27 décembre 1793), la Convention nationale accorde un secours aux patriotes réfugiés. Pouzauges reçoit ainsi 6040 livres (7 799 livres pour La Châtaigneraie). Nicole Vray, op. cit., p. 248.

30. Ces célébrations clandestines ont déjà été inaugurées à Pouzauges par la communauté protestante dans ses jours sombres. Pour échapper aux arrestations, les insurgés vendéens avaient pour recours de se réfugier au plus profond des forêts, souvent avec leur famille, pour échapper aux arrestations, dans des campements de fortune qui, à certains endroits, sont devenus de véritables villages. Les patriotes les en chassaient en organisant des battues avec des meutes de chiens spécialement dressés à cet effet. À Pouzauges, les hommes de Charette ont surpris en pleine action et anéanti les « chasseurs patriotes » de Pouzauges.

d'office religieux, la proximité relative de troupes républicaines aguerries placées aux Herbiers à 16 km de Pouzauges, leur déplacement possible et rapide, l'évacuation de presque tous les partisans révolutionnaires et la possibilité d'un dénonciateur resté sur place.

Il reste enfin à noter le dernier événement important de l'histoire de Pouzauges pour cette période 1793-1794 qui nous intéresse, parce qu'il a perturbé en profondeur la vie sociale de la cité, participant certainement pour une bonne part à « l'amnésie historique locale ». Le passage des colonnes infernales, du 27 au 29 janvier 1794, soit un mois plus tard, commandé par le général Lachenay, avec le massacre de nombreux paysans surpris dans la campagne incendiée, ainsi que la fusillade qui eut lieu au vieux château de Pouzauges-la-Ville³¹, de trente-deux ou de cinquante-deux prisonniers³². Remarquons tout de suite que l'historicité de ce massacre n'a jamais été contestée bien que les dépouilles des fusillés n'aient jamais été retrouvées, et que la plupart n'ont pas été identifiées. Ainsi il n'y a aucune liste complète des victimes³³ ni de lieu d'ensevelissement connu des morts du Vieux-Château. Cette fusillade est restée en mémoire grâce au rapport de Charrier, chef de la garde nationale de Pouzauges, et au récit d'une survivante. Depuis soixante-dix ans, une croix dans le parc du vieux château en commémore le souvenir, ainsi qu'un vitrail posé en 1944 dans l'église Saint Jacques.

Dans le projet de destruction de la Vendée mise en œuvre par Turreau dès le 21 janvier 1794, treize bourgades doivent être préservées de l'incendie pour servir de cantonnement militaire³⁴. Pouzauges est devenue la quatorzième bourgade, grâce à Dillon intervenu dès le 25 janvier auprès de Turreau, pour que « la commune de Pouzauges, qui s'est constamment montrée favorable à la Révolution, soit exemptée de l'anathème qui paraît avoir été prononcé contre le département de la Vendée ». Le 27 janvier, Dillon se rend à Pouzauges en qualité de président du directoire du département et accompagné du chef de la garde nationale de Pouzauges, rencontre Lachenay, chef de la colonne, lequel est secondé par Daché, commandant un bataillon du Puy-de-Dôme. Celui-ci lui confirme l'ordre général reçu pour les colonnes : « fusiller indistinctement tout ce qui se serait trouvé à Pouzauges, patriotes ou autres. « En fait, l'intervention de Dillon est efficace puisque Grignon, dont dépend la colonne de Lachenay, écrira : « J'ai été hier à Pouzauges visiter ma colonne de gauche. J'ai recommandé de détruire tous les moulins à vent et à eau ; c'est le moyen d'ôter les subsistances à ceux qui peuvent nous échapper. « En dehors de quelques règlements de compte (deux royalistes pouzaugeais massacrés), tous les autres fusillés proviennent de la campagne environnante totalement dévastée pendant deux jours. Ce qui permet à Mercier du Rocher de déclarer que les colonnes révolutionnaires n'ont incendié que quelques maisons à Pouzauges. Ces précisions semblent cependant entrer en contradiction avec l'affirmation traditionnelle concernant Pouzauges: seules sept maisons auraient été épargnées³⁵.

31. Ce château a appartenu par mariage au connétable Gilles de Rais.

32. Il y a eu une erreur de transcription dans les archives.

33. Nous n'avons trouvé que deux victimes de Pouzauges-la-Ville.

34. Toutes des fiefs protestants.

En fait, d'autres sources³⁶ nous apprennent que Pouzauges a bien « brûlé », mais pendant plus d'un an. Cette destruction serait plus à mettre sur le dos des vengeances paysannes qui ont suivi, à l'encontre des patriotes qui se sont enrichis en immobilier sur le dos des spoliations³⁷ faisant suites aux délations.

La position des maisons qui n'ont pas été incendiées autour de l'église le confirme : les incendiaires n'avaient pas d'accès possible par les jardins protégés par de hauts murs, et le cantonnement des militaires dans l'église interdisait tout mouvement sur la place que bordaient ces maisons.

Le 28 avril 1794, Charette et Sapinaud mettent en déroute des éléments de l'armée républicaine entre Pouzauges et Saint-Michel-Mont-Mercure.

Lorsque Napoléon visite la Vendée en 1808, il est stupéfait de l'état de désolation et de délabrement de son patrimoine immobilier provoqué par les destructions opérées par les colonnes infernales. Il décide de stimuler la reconstruction dans les départements concernés au moyen de « primes à la reconstruction » d'un montant maximum de 800 F par habitat. Les travaux doivent être terminés avant le premier janvier 1812. Un quota de dix mille maisons situées sur les quatre départements de la Vendée militaire est indemnisé, dont 1 166 maisons en 1810 et 1 245 en 1811, pour un total de 682 294 F pour le seul département de la Vendée. Le nombre de maisons à indemniser est réparti selon les cantons; le choix des maisons et le montant des indemnisations se fait sur proposition de la municipalité, souvent constituée d'ex-révolutionnaires (la population rurale refuse de participer aux élections municipales favorisant ainsi l'élection d'un maire patriote).

Un examen des registres d'indemnisations des maisons brûlées³⁸ nous apprend qu'à Pouzauges³⁹, vingt maisons ont été indemnisées à Pouzauges-le-Vieux et quarante-quatre à Pouzauges-la-Ville. Comme c'est la municipalité qui effectue le choix, on n'est donc pas surpris de découvrir que, par exemple, quatre familles révolutionnaires⁴⁰ se partagent à elles seules 34 % des indemnisations de

35. Assertion ancienne véhiculée par la municipalité révolutionnaire au XIX^e, puis transmise sans être vérifiée par la Revue du Bas-Poitou, t. IX, p. 429, et enfin reprise par l'abbé Billaud dans son Histoire religieuse de Pouzauges, et par d'autres...

36. En particulier Lemarchand dans l'Album vendéen, rééd. de 1856, p.44: « Pendant plusieurs mois, l'incendie ne cessa de fumer la ville. Les républicains brûlèrent d'abord les maisons des royalistes ; ceux-ci, par représailles, brûlent les maisons des républicains, et le reste fut réduit en cendres par les hordes du boucher Grignon. « Le Dr. Gallot écrit aussi dans ses mémoires, qu'en mars 1794, D. Dillon avait eu juste le temps de se sauver de son ancien presbytère qu'il avait acheté, et « tout le bourg, où il n'y avait que des patriotes, devint la proie des flammes ». Nous avons, de plus, une confirmation indirecte de la disparition de la communauté catholique.

37. Dans mes recherches menées sur la constitution du patrimoine immobilier, j'ai vu des maisons vendues aux amis révolutionnaires pour 100 livres, soit le prix d'une livrée de garde national.

38. Archives dép. Vendée.

39. Le patrimoine immobilier des révolutionnaires de Pouzauges ne se limite pas seulement à Pouzauges, mais aussi aux bourgades environnantes.

40. La municipalité a attribué aux révolutionnaires plus de 70 % du montant des indemnisations et les plus fortes sommes par maison.

Pouzauges-la-Ville, familles que l'on retrouve pendant des décennies aux conseils municipaux, comme maires ou conseillers. Par exemple, Louis Friot : quatre maisons. Pour clore ce passage sur le patrimoine immobilier de Pouzauges, peu de temps après le passage des colonnes infernales, un groupe de brigands provenant de Saint-Paul-en-Pareds investit Pouzauges-la-Ville et se replie (ou est repoussé ou mis en déroute par la garde nationale de Pouzauges, selon les sources), après avoir incendié des maisons de patriotes. Signalons enfin qu'une troupe de soldats républicains aurait découvert et fusillé quelques personnes qui s'étaient réfugiées ou cachées dans le bois de la Folie, à proximité de Pouzauges. En 1795 et jusqu'en 1800, Pouzauges devient le cantonnement des troupes du général Canclaux.

L'examen des listes des milliers de victimes des exécutions par fusillades aux carrières de Gigant à Nantes⁴¹ ne révèle aucun nom de Pouzaugeais, alors que l'on retrouve les noms de victimes des communes voisines (six pour La Pommeraie-sur-Sèvre, cinq pour La Flocellière, six pour Châteaumur).

Dans la liste des 199 exécutions à Fontenay-le-Comte, on ne compte que onze victimes de Pouzauges-le-Vieux ; aucun de Pouzauges-la-Ville. Même constat pour Niort ou Angers, ainsi que pour ceux qui sont décédés, prisonniers des geôles de Thouars, Chinon, etc. Et il n'y a pas eu de tentatives pour recenser les victimes des noyades de Nantes, en dehors de celles du clergé et des religieux.

*

* *

À la lecture de tout ce qui précède, il n'existe donc aucun élément qui puisse expliquer cette baisse de population constatée par les recensements entre 1791 et 1801. L'histoire que l'on connaît de Pouzauges, pendant la période du soulèvement vendéen, n'apporte aucune indication qui permette d'expliquer une perte aussi importante de population. La lettre de Nogaret présente maintenant tous les critères d'un caractère d'authenticité. Le massacre de l'église Saint-Jacques devient une possibilité.

Mais bien d'autres questions restent en suspend...

41 Alfred Lallié, *La justice révolutionnaire à Nantes et en Loire-inférieure*, 1866

1774.
Monsieur M. Jean F. F. Mairant Ce y Vivez sans
Baptiste Leduc de
Mairant, fils aîné
De ses Cousins.

A Louis Domingue
Mairant, ancien M^{re}
marin français, Capitaine de Vaisseau
de la Marine de France.

Monsieur très cher père

Le premier Moment où je Me trouvois libre est employé
à vous donner de Mes Nouvelles, je soudrois pouvoir vous
en donner de Mes Camarades, Mais la chose est impossible
je crains de les perdre tous dans une affaire, Je sçait
que Me. a été chassé par le plus grand des hasards
et la furie des brigands est dans l'état de faire la
guerre. C'est à l'affaire de Susville, où le régiment
Potentilles, ont été, victimes de leurs braves
C'est appres avoir tiré sur l'ennemy, quarante ou so-
ixante cartouches qu'ils avoient chacun dans leurs gibberes,
que l'ennemy a put les approcher. Mais à plus par
le grand Nombre, et ne pouvant résister à leur force
Majorité. Car l'ennemy étoient au moins quinze cents
Contre trois cents, il a fallu d'autre évènements, La
Cavalerie ne la sçait pas voir, ce qui a été cause
que l'infanterie a été toute cravée, ce qui y a été
admirable parmi les s'obstacles de la Division, ce que
plusieurs se sont vu de la corde, plutôt que de les
put prisonniers.
Le lendemain ils sont venus nous attaquer au château
de Jalais, Mais nous, trois cent plus, Nombreux que
La ville et une position avantageuse, nous les